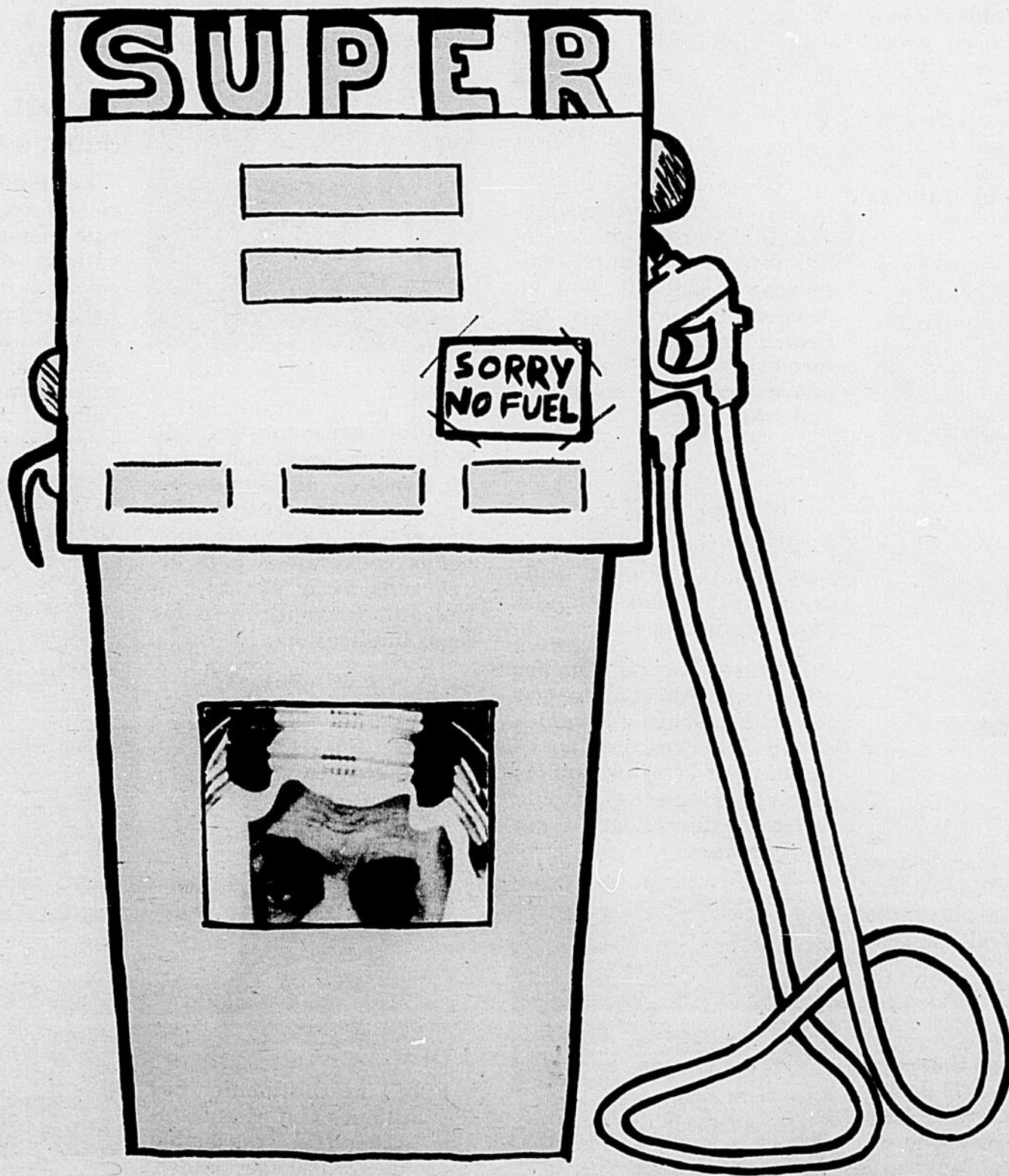


# Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 14, 9 janv. 1974





18 janvier

Les étudiants de l'UQAM, réunis en assemblée générale, se mettent en grève pour obtenir le retrait des nouvelles normes sur la perception des frais de scolarité adoptées par la CRE PUQ et empêcher les désinscriptions pour raisons financières.

20 janvier

Manifestation contre l'agression américaine au Vietnam.



1 février

Les étudiants de l'U de M se joignent à ceux de l'UQAM pour manifester, dans le centre-ville, contre les nouvelles normes de perception des frais de scolarité.

5 février

Les étudiants de Sciences Sociales et Lettres (U de M) se mettent en grève à leur tour pour empêcher que ne soient désinscrits plusieurs centaines d'étudiants qui n'ont pas encore payé le premier versement de leurs frais de scolarité.

7 février

Les étudiants de Physique (U de M) occupent le secrétariat de leur département pour appuyer les revendications de tous les étudiants déjà en grève et faire l'examen de leurs problèmes propres.



15 février

Le Comité de Concertation Inter-Universitaire (étudiants, professeurs, employés de soutien) tient au sous-sol de St-Louis de France une assemblée d'information sur l'offensive gouvernementale en matière d'éducation.

22 février

Deux étudiants de l'UQAM sont blessés quand un policier charge à moto sur une ligne de piquetage.

L'Université du Québec obtient une injonction contre le COPE (Comité d'Organisation Provisoire) et les étudiants de l'UQAM qui les empêche de maintenir toute forme de piquetage. C'est un précédent.



27 février

Les étudiants de l'Université de Sherbrooke débraient 24 heures pour appuyer les revendications des étudiants des universités de Montréal.

1 mars

A son tour l'Université de Montréal obtient une injonction qui interdit tout piquetage (même individuel!) aux abords de l'université.

26 mars

Les accusés de l'occupation du Centre International de Criminologie Comparée comparaissent encore une fois en cour.



avril

Suite à des manoeuvres du SCFP (Syndicat Canadien de la Fonction Publique) les employés de soutien des universités signent de nouvelles conventions collectives sans avoir été mis au courant, souvent, de toutes leurs implications.

fête des  
travailleurs  
**1 MAI**  
**MANIFESTATION  
LIBERATION**

1 mai

Fête internationale des Travailleurs. La Manifestation Libération rassemble plus de 25,000 personnes. Les étudiants se sont regroupés au Carré St-Louis pour rejoindre ensuite le cortège principal.

30 mai

L'Université du Québec à Montréal annule les admissions des 86 étudiants de sciences juridiques et reporte d'un an l'ouverture du programme. Les désormais ex-futurs étudiants de sciences juridiques ne réussiront pas à obtenir d'injonction pour faire réouvrir le module.

juillet-août

Les militants de l'UQAM et de l'U de M tentent, au cours de l'été, de jeter les bases d'organisations politiques de masse en milieu étudiant (COPE, OPEUM).

fin août

début septembre

Les étudiants de l'UQAM réunis en assemblée générale endossent les revendications des étudiants de sciences juridiques et votent le boycottage de l'aspect financier de l'inscription. La proposition n'est pas claire, difficile d'application... Le boycottage se solde par un échec.



11 septembre

Coup d'Etat militaire au Chili.

13 septembre

Manifestation de Solidarité avec le peuple chilien suivie de la mise sur pied de nombreux comités de solidarité (notamment en milieu étudiant).



15 septembre

Diffusion d'un "jumbo-tract" signé par l'OPEUM qui révèle l'existence et la nature du Nouveau Régime Pédagogique Cadre de l'U de M.

26-27 septembre

Assemblée d'Information : l'UQAM et à l'U de M avec des travailleurs de Firestone et de Canadian Gypsum en grève suivies de la formation d'un comité de soutien.



17 octobre

Grève des employés de soutien à McGill. Le soutien étudiant s'avère exemplaire.



1 novembre

Les étudiants du Cégep Edouard-Montpetit occupent les bureaux de l'administration pour protester contre l'embauche de deuxxôniers par les SAE.



mi-novembre

Les assemblées d'information sur le NRP organisées par l'OPEUM, largement orientées sur des positions corporatistes, ne débouchent sur aucune action concrète.

12 novembre

Les ex-futurs étudiants de Sciences Juridiques qui exigent l'ouverture du module en septembre 74 avec les mêmes professeurs, le même programme et le même mode de sélection occupent les bureaux du recteur Dorais.



19 novembre

Les comités étudiants de solidarité Québec-Chili occupent les Bureaux de l'Immigration à Montréal afin d'obtenir l'admission des réfugiés chiliens, l'ouvertu-

re de l'ambassade canadienne à Santiago et la démission de l'ambassadeur Ross.



23 novembre

Soirée de solidarité avec les travailleurs de Firestone Gypsum, Renault et Shellcast en lutte.

1 décembre

Manifestation de Solidarité Internationale, en particulier avec la résistance chilienne, au Forum.



5 décembre

Manifestation de solidarité avec les travailleurs de Firestone, Gypsum et Shellcast suivie d'une assemblée de soutien.

## Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 14, 9 janv 1974

Dépôt Légal: Bibliothèque Nationale

Lithographié par Journal Offset Inc.  
111 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

DESSINS  
Jacques Sabourin

COORDINATION  
TECHNIQUE  
Daniel Payette  
Michel Pilon

COLLABORATEURS  
Comité de Solidarité Québec-Chili  
Yassin Abouricha  
Danièle Bourassa  
Charles Halary  
Patrice Pothier  
André Parizeau  
Félix Vincent

NOUS CHERCHONS DES COLLABORATEURS SPECIALEMENT DE L'U. de M. LES REUNIONS ONT LIEU AU CENTRE SOCIAL, 5e ETAGE.

PREPARATION DU NUMERO SUIVANT:  
LE MERCREDI A 17: 30H.

DISCUSSION DE TEXTES: LE DIMANCHE A 14h

ASSEMBLEE DE CONTROLE DU VOLUME 56 LE JEUDI  
17 JANVIER 1974 A 18H AU CENTRE SOCIAL 6e ETAGE.

# une crise de l'énergie...?

"Voici les premiers signes de l'épuisement du pétrole; il commence à se faire rare et il coûte plus cher; on aurait dû prévoir... Et puis aussi si les pays producteurs arabes ne se mélaient pas de rationner!" Ce sont à l'heure actuelle des commentaires comme ceux-là qu'on entend au sujet de la fameuse "crise du pétrole"; si l'on veut y regarder d'un peu plus près et analyser ce qui se passe plus en profondeur, il est nécessaire avant tout d'identifier les principaux acteurs de cette "crise" et le rôle qu'ils y jouent.

Une crise affectant un produit aussi central dans l'économie capitaliste mondiale fait nécessairement intervenir les entreprises qui l'exploitent; en ce qui concerne le pétrole ces entreprises comptent parmi les plus grandes et les plus puissantes firmes multinationales au monde. Les principales, au nombre de sept, les "majors", forment un cartel international dont la puissance est énorme; cinq d'entre elles sont des compagnies américaines privées: la Standard Oil of New Jersey, Mobil Oil, Texaco, Gulf Oil et la Standard Oil of California; une est une firme étatique: la British Petroleum; une autre est une société mixte: La Royal Dutch Shell. Durant les années 60, aux "belles années" du pétrole, au moment où il coulait à flot grâce

à un pillage systématique et accéléré des pays producteurs, de nouvelles compagnies pétrolières, en particulier l'Occidental Petroleum, ont tâché de s'imposer sur le marché mondial. Tous jours considérées par le cartel comme des intruses, leur succès a été très relatif et surtout éphémère.

Les "majors" ont ainsi réussi à conserver le monopole de l'exploitation du pétrole, ce qui comprend à la fois la production, le raffinage, le transport et la distribution. Ces firmes ont également conservé le privilège d'être celles qui retirent le plus de profit de l'exploitation du pétrole; en seconde place on trouve les pays consommateurs qui en retirent des bénéfices par le truchement des impôts et enfin, en dernier lieu, les pays producteurs qui ont toujours été, jusqu'à tout dernièrement, les dindons de la farce.

Peut-on sérieusement croire que des firmes aussi puissantes que les sept pétrolières n'aient "pas prévu" l'épuisement du pétrole, condition de leur existence? Cela est évidemment absurde. A l'analyse se découvre au contraire que, non seulement elles l'ont prévu mais que la crise actuelle est largement utilisée par elles en fonction de cette prévision.

La principale stratégie à long terme développée par les "majors" depuis quelques années consiste

à se préparer à la "fin du pétrole", c'est-à-dire à se réorienter progressivement vers d'autres sources d'énergie afin de s'en assurer le monopole, mais aussi à trouver les moyens de faire consommer le pétrole d'une manière continue et jusqu'à la dernière goutte.

En ce qui concerne le premier objectif il est en bonne voie: les pétrolières américaines contrôlent déjà 48% des réserves mondiales d'uranium et elles ont racheté en deux ans le tiers des gisements américains de houille. En ce qui concerne le second objectif sa réalisation implique deux choses: d'abord continuer à extraire le pétrole du Moyen Orient à un rythme suffisant pour que la consommation de ce produit puisse se maintenir à un niveau "raisonnable" et que son exploitation continue d'être une bonne source de profit; deuxièmement hausser les prix du pétrole en provenance des gisements actuels (Moyen Orient, Venezuela) de telle manière que l'exploitation de gisements jusque là non rentables devienne possible (Alaska, Colorado, Arthabaska). Ainsi le pétrole aura été exploité jusqu'au bout et avec les profits accumulés les "majors" pourront "s'intéresser" à une autre source d'énergie.

Ces profits d'ailleurs sont bien loin de diminuer; ainsi les compa-

gnies Gulf, Exxon (Standard Oil) et Mobil aux U.S.A. ont augmenté leurs profits nets par rapport à l'an dernier d'une proportion variant entre 64 et 91%.

Donc, en résumé, il apparaît clairement que dans la conjoncture actuelle l'intérêt des multinationales pétrolières va dans le sens d'un certain rationnement permettant une hausse de prix suffisante pour rendre rentables les gisements qui jusque-là ne l'étaient pas, et ceci afin de continuer à retirer des profits de l'exploitation du pétrole jusqu'à son épuisement.

Et les nationalisations? Il en est beaucoup question à l'heure actuelle, en particulier de la part du Venezuela qui est loin de pouvoir être considéré comme anti-impérialiste! Qu'en est-il donc? Il faut bien voir qu'il y a deux façons de nationaliser: sans être dommagés si l'on considère que la compagnie a suffisamment retiré de surprofits sur le dos des travailleurs du pays pour qu'on lui fasse des cadeaux; ou alors avec dédommagements, ce qui est la solution adoptée par le Venezuela. Les compagnies semblent vouloir s'y "résigner" nous dit-on; rien d'étonnant, elles réussissaient là un tour de force: Exploiter pendant des années le pétrole dans un pays et en tirer des profits énormes puis, lorsque cette source d'énergie approche de sa fin (si le rythme actuel de consommation se poursuit le pétrole devrait être épuisé vers 1990), faire en sorte que le pays rachète à prix fort ses propres gisements de pétrole! La compagnie Aramco a déjà réussi cet exploit en Arabie Séoudite, docile "ami" des U.S.A., cela pourrait donc bien se répéter chez les autres pays "amis".

Le second agent de la crise actuelle est évidemment le groupe des pays producteurs arabes, l'O.P.A.E.P. (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) qui comprend l'Irak, la Libye, l'Algérie, l'Arabie Séoudite,

l'Egypte, le Koweït et les Emirats du Golfe Persique. Ce groupe n'est pas homogène, loin de là. Certains, comme l'Irak, comptent parmi les fidèles amis des U.S.A.; d'autres, comme l'Egypte ou la Libye, tiennent leurs distances. L'Algérie tâche d'opérer une industrialisation interne et "d'équilibrer" son économie, alors que le Koweït et l'Arabie Séoudite comptent uniquement sur l'exportation du pétrole et amassent des devises; et ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses différences politiques et économiques que l'on peut observer entre ces pays.

Cependant ils ont réussi cette fois-ci à s'entendre sur une politique commune d'embarco total sur le pétrole envers les pays considérés comme ennemis, c'est-à-dire ceux qui soutiennent directement Israël dans son expansion militaire en territoire arabe (soit les U.S.A. et la Hollande), et d'embarco partiel envers les pays "neutres" dans le conflit.

Cette utilisation du pétrole comme arme politique a fait ses preuves: les pays du Marché Commun, réunis à Bruxelles le 6 décembre dernier, ont fait une déclaration demandant à Israël de revenir aux frontières de 1967 et le Japon, littéralement étouffé par cet embargo, a pris une position semblable. De la même façon la France n'envoie plus d'armes à Israël.

Mais les U.S.A., eux, continuent de plus belle à soutenir ce pays: l'embargo ne les a pas touchés comme certains pays arabes auraient voulu et ceci parce que le pétrole arabe ne compte que pour 6% de la consommation américaine, alors qu'il représente les trois quarts de la consommation européenne et japonaise. Bien plus: la "crise" a permis une remontée du dollar américain (15%) dont les U.S.A. se félicitent et elle a affaibli le Marché Commun qu'ils voyaient se consolider d'un mauvais

quo. Rien d'étonnant que les U.S.A. n'aient pas protesté plus violemment contre la situation; cette crise fait leur affaire et vient tout à fait à propos créer une récession qui peut éviter au capitalisme une crise beaucoup plus grave que l'inflation et la chute du dollar étaient des signes inquiétants.

Le capitalisme américain, et en particulier les multinationales pétrolières, tirent donc à l'heure actuelle un profit immense d'une "crise du pétrole" qui, par ailleurs, a sa réalité propre et répond - ou, peut-être, tentait de répondre - à des objectifs politi-

servis par le rationnement pétrolier des pays arabes et cela a été clairement exprimé par le gouvernement américain qui averti de façon non équivoque les pays arabes: si le rationnement va trop loin ou s'il se prolonge trop longtemps (comprendre: Jusqu'au recul effectif d'Israël), cela pourrait devenir très dangereux pour l'équilibre économique mondial".

Si le capitalisme prend du mieux à la faveur d'une récession comme celle-ci, il risque au contraire de prendre son coup de mort si elle va trop loin! Les pays arabes sont donc avertis par les U.S.A.: ils ne doivent pas dépasser ce "point d'équilibre". Le jeu est dangereux: d'une part le capitalisme américain utilise la lutte anti-impérialiste de certains pays arabes; il risque donc qu'ils aillent jusqu'au bout dans cette lutte, qu'ils aillent "trop loin" selon lui; d'autre part, il utilise une crise qui provoque une récession pour éviter une crise plus grave à l'échelle mondiale; il risque donc une forte hausse du chômage, un mécontentement général dû à la pénurie de certains produits et aux hausses de prix, et, par conséquent, une forte recrudescence des luttes ouvrières, ce qui s'observe déjà à l'heure actuelle en Angleterre. Ce n'est sans doute par par hasard que des régimes politiques "durs" s'installent un peu partout (Venezuela, Grèce, etc.) et que les compagnies multinationales conservent en ce moment des positions très fermes contre toute organisation ouvrière (cf. attitude de Firestone, Joliet). Mais ces positions fermes ont souvent l'effet contraire à celui désiré: elles contribuent à augmenter le mécontentement des travailleurs et à aiguïser leur combativité. Le capitalisme prend donc à l'heure actuelle de gros risques pour tenter d'éviter une crise qui le guettait à plus long terme; il s'expose peut-être ainsi à un autre type de crise...

ques précis pour les pays arabes.

La crise actuelle, utilisée en leur faveur par les grandes pétrolières, n'en constitue pas pour autant une simple machination de leur part: l'intérêt politique des pays arabes dans l'embargo est bien réel. Un certain intérêt économique également: il vaut mieux pour eux ralentir le débit que de continuer à amasser très rapidement des devises dont ils ne savent plus que faire par la vente d'une richesse qui sera épuisée dans quelques dizaines d'années. Il existe un "point d'équilibre" où les intérêts des grandes compagnies pétrolières sont

## Genève: un génocide négocié

Après avoir lutté pendant plus de vingt-cinq ans pour leur libération, après avoir déclenché un processus révolutionnaire qui est d'abord parti d'un nationalisme pour aboutir très vite à une révolution, après avoir montré la voie aux mouvements révolutionnaires du Moyen-Orient, les Palestiniens se trouvent devant un problème sans précédent: car si les négociations de Genève "aboutissent" à quelque chose, les Palestiniens auront à faire face à une répression systématique de la part des gouvernements arabes, voire même à un danger d'"extermination physique" tel que l'ont laissé prévoir les événements de 1970 en Jordanie.

Il faut donc se poser la question à quoi servent les négociations de Genève? Ou plutôt à qui servent-elles?

Pour Israël, il s'agit d'abord d'obtenir des gouvernements arabes qu'ils reconnaissent sa légitimité, qu'ils le laissent continuer ses politiques d'annexion et d'expropriation "en paix", mais surtout qu'ils mettent un terme aux activités des Organisations Palestiniennes sur leurs territoires, afin que les palestiniens soient une fois pour toutes classés comme "réfugiés" et que leur droit à l'autodétermination soit définitivement écarté. Ces buts, ils ne les cachent pas et les déclarations des dirigeants sionistes abondent en ce sens. Moshe Dayan n'a-t-il pas qualifié le document présenté par le Parti Travailleiste comme plateforme pour les élections d'"acceptable, car il souligne la position du parti sur deux sujets d'une importance fondamentale: le refus d'Israël de se retirer sur les lignes d'avant la guerre des Six Jours et le refus d'Israël d'accepter la création d'un Etat palestinien, indépendant de la Jordanie".

D'ailleurs la résolution 242 du Conseil de Sécurité qui sera en quelque la base des négociations, ne mentionne aucune fois le mot "palestinien" et se contente de reconnaître la nécessité de "réaliser un règlement juste du problème des réfugiés". En somme, on refuse aux palestiniens l'existence en tant qu'entité politique, on les traite comme des "réfugiés", c'est-à-dire des personnes à qui on fait la charité de s'occuper d'eux sans qu'eux mêmes aient un quelconque pouvoir de décision.

Les succès militaires d'Israël garantissent le "succès" (du point de vue israélien) de ces négociations, et les négociations straté-

giques (comme l'encerclément de la troisième armée effectuée après qu'Israël eut accepté le cessez le feu) donnent au départ à Israël une position de force. Ces négociations servent donc bien les intérêts sionistes: ayant la suprématie sur le terrain, rien ne forcera Israël à abandonner, par exemple, les puits de pétrole du Sinai (qui, d'après le "Financial Times", rapportent quelques 500 millions de dollars annuellement). Par contre, Israël peut espérer d'être reconnu "légitime" par les gouvernements arabes, alors que la Palestine, n'est pas reconnue comme existante!...

Pour les gouvernements arabes, de telles négociations peuvent s'avérer très utiles: car elles leur donneraient l'occasion de proclamer que le "salut" vient des USA. Les liens politiques et économiques établis alors avec les USA renforceraient les bourgeoisies nationales dans leurs positions, et leur permettraient de faire croire aux masses que la révolution palestinienne est désormais inutile, puisqu'Israël aura fait des concessions à travers les négociations. Ils pourraient alors "oublier" les palestiniens et exerceraient sur eux une répression systématique sous prétexte de préserver la soi-disant "paix". Ils élimineraient ainsi le "mauvais exemple" que constitue la révolution palestinienne pour les masses arabes.

D'un côté, si les négociations ne réussissaient pas, certains régimes comme celui de Sadate, par exemple, devraient soit reprendre la guerre (ce qui est contraire aux intérêts de la bourgeoisie qu'il représente) soit faire place de gré ou de force à d'autres forces politiques. Donc il faut s'attendre à d'énormes concessions de la part de tels régimes, en plus de la concession (celle qui jette toutes les autres au second plan) qui consiste à oublier le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Ainsi, les Etats-Unis auront vu leurs désirs se réaliser. En effet, les Etats-Unis ont beaucoup d'intérêt à avoir des liens directs avec les Arabes. En plus du marché de cent millions d'habitants, le pétrole n'est pas à négliger: un meilleur contrôle des ressources pétrolières leur donnerait un avantage certain sur l'Europe et le Japon. Mais comme l'instabilité politique de cette région et la montée constante des mouvements nationalistes et des mouvements de gauche rendent difficile toute approche directe, Israël offre un moyen de pression efficace qui pourrait convaincre les gouvernements arabes de se rapprocher des Etats-Unis, malgré les pressions internes exercées sur ces gouvernements: car toute concession de la part d'Israël pourrait être attribuée à la diplomatie américaine.

Donc, maintenir Israël dans un état de supériorité en lui arrachant cependant quelques concessions à travers les négociations est le moyen idéal de maintenir la pression sur les pays arabes, de se mériter l'honneur de ces concessions, et de gagner autant de temps que possible en forçant les gouvernements arabes à combattre les forces progressistes du pays.

Evidemment, le recul enregistré par l'Union Soviétique - soucieux de préserver le climat de détente - n'est pas pour déplaire aux américains.

En conclusion, que penser? Il n'y a pas trente six mille solutions: une paix basée sur la répression d'un peuple entier n'en est pas une. On ne peut que rappeler les buts de la révolution palestinienne: créer un Etat démocratique ou chrétiens, musulmans et juifs pourront jouir de droits égaux, sans discrimination basée sur la religion ou sur la race. C'est pour cette solution que le peuple palestinien a pris les armes, et il ne fera pas de compromis.

"La carte future des frontières d'Israël sera le résultat de la carte que nous créons aujourd'hui. Pour cela, nous devons nous attendre à une action effective dans ce sens" (celui de la colonisation) (Shimon Péres)

"L'Etat d'Israël avait été établi sur une partie de la terre d'Israël". Ses frontières seront portées là où l'armée israélienne s'arrêtera".

(Ben Gourion)  
"Aucun juif ne devra dire "arrêtez-vous" alors que nous sommes près d'atteindre la fin de la route; c'est une opération qui doit continuer".

(Moshe Dayan)  
"Qui sont les Palestiniens?"  
(Golda Meir à la TV américaine)



Dr. N. Scaff, O.D.

Optométriste - spécialiste de la vue

- Examen de la vue
- Verres de contact
- Lunettes médicales

374 ouest, Sainte-Catherine

861-3761

LE SIONISME  
CONTRE ISRAËL  
DE NATHAN WEINSTOCK

Cahiers Libres  
Nos 146-47-48,  
Maspero, 1969, Paris.

Nathan Weinstock, qui a milité dans le mouvement de jeunesse sioniste-socialiste pendant de longues années a fini par conclure à une contradiction insurmontable entre le mouvement sioniste et la lutte pour le socialisme en Palestine.

Arrivé à cette conclusion Nathan Weinstock, s'est alors engagé dans le mouvement socialiste révolutionnaire: le travail d'analyse

effectué dans le "Sionisme contre Israël" résulte de cette prise de position à l'égard du mouvement sioniste en Palestine.

"Le Sionisme contre Israël" est une étude rigoureusement documentée de la colonisation sioniste en Palestine situé dans le contexte général de la condition des masses juives au 19 et 20 siècle et de la pénétration impérialiste au Proche-Orient.

Nathan Weinstock décrit imminuement le processus de formation de l'Etat d'Israël. Le rôle de l'impérialisme britannique de la déclaration Balfour à la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948, l'attitude du sionisme face au développement du nationalisme arabe entre les deux guerres s'attaquent au mythe du peuple juif monolithique, Nathan Weinstock décrit l'évolution du mouvement ouvrier en Palestine aussi bien du côté hébreux que du côté arabe. Les circonstances directes de la formation de l'Etat d'Israël (1945-48) appuyée par l'Union Soviétique sous Staline et les Etats-Unis sous Truman sont expliquées d'une manière très détaillée.

Nathan Weinstock s'inspirant du matérialisme historique dans son analyse se rattache au Marx de "La Question Juive" et aux remarques de Lénine sur les juifs et la question nationale. Il décrit d'une manière très fouillée la nature et les structures de l'Etat d'Israël et de la société qu'il encadre, le rôle des partis politiques et du syndicalisme (Histadrouth) dans l'existence de l'Etat d'Israël et la perpétuation de l'idéologie sioniste sont clairement définis. L'explication du sort de la minorité arabe en Israël, les fondements de la politique extérieure, les causes directes et les conséquences de la guerre de juin 1967 sont aujourd'hui d'une utilité certaine pour comprendre les relations de l'Etat israéliens avec les grandes puissances.

Enfin, l'auteur, s'est efforcé de dégager les voies d'une solution du conflit israélo-arabe, sur la base du droit de la nation palestinienne arabe et de la communauté hébraïque de Palestine à disposer d'elles-mêmes, démontrant que seule la révolution socialiste peut assurer aux israéliens une intégration harmonieuse dans un monde arabe réuni et rénové.



Bien  
le  
bonjour!



banque provinciale  
LA BANQUE DU MIEUX-VIVRE



## CHILI: CONTRE- INFORMATIONS

### bulletins 4 à 7

Avec la rentrée aux cours, Vol. 56 reprend la diffusion d'une sélection de nouvelles provenant d'organismes de la Résistance chilienne. La répression fasciste n'a pas pris de vacances, et les monopoles d'info. internationaux ont continué à brosser un tableau extrêmement confus de la situation dans le pays. Mais l'Agence chilienne de Contre-information nous a fourni une nouvelle série de Bulletins de contre-information dont nous tirons les extraits suivants.

**ROLE DES USA:** Deux exemples de l'intervention directe US dans le coup d'état du 11 septembre sont maintenant bien documentés. Selon l'Agence Arauco, l'appareil 6313298, type WB-57B du US Air Force, piloté par les majors V. Duenas et T.H. Shulls (avec remplacements M.B. Lemmeons et D.C. Bairds) a servi de station de radio volante, un élément décisif dans la coordination des radios de la marine, de l'armée, et des forces aériennes chiliennes lors du coup. Équipé pour l'espionnage, avec des appareils spéciaux de transmission, l'avion a commencé à opérer le 7 septembre à par-

tir de sa base opérationnelle "El Plumerillo" à Mendoza, Argentine. Son périmètre de vol reliait les villes chiliennes de La Serena et Puerto Montt. à Mendoza. Les radios militaires chiliennes coordonnées de cette manière sont les suivantes: pour la Marine: dans les ports de Valparaiso et de Talcahuano, plus des unités flottantes; les forces aériennes: aux bases Cerro Moreno (Antofagasta), Quintero, El Bosque (Santiago), Cerrillos (Santiago), Puerto Montt. et d'autres dans la zone centrales; l'armée: les 1ère et 6e divisions (extrême nord du pays) les 3e, 4e, 5e divisions (extrême sud jusqu'à la province de Concepcion), le Régiment de sapeurs Tejas Verda, le Bataillon blindé no. 2, le Bataillon des bérêts noirs Peldehue (Santiago), L'Ecole de Cavalerie de Quillota, l'Ecole de sous-officiers de l'Armée de terre et l'Ecole Militaire.

Ensuite, on sait que le 11 septembre le palais présidentiel La Moneda et la maison d'Allende ont été bombardés avec une étonnante précision. Les roquettes spéciales de haute précision et l'entraînement dans leur utilisation ont été fournis par les USA. Ces ro-

quettes ne se trouvent pas dans l'arsenal chilien. Des conseillers américains ont entraîné les pilotes chiliens dans le nord du pays.

L'aide américaine aux forces armées chiliennes, qui augmentait au cours des années de l'UP alors que l'aide économique au Chili avait été coupée, se poursuit: les unités "Commandante Aray" et "Commandante Hammerding" ont été offertes par Washington à la Junte: 2 bateaux doivent patrouiller la côte accidentée du sud du Chili, vraisemblablement pour empêcher des opérations maritimes de la Résistance. Les bateaux seront retirés de l'île de Guam dans l'Archipel des Mariannes, au sud du Japon.

La Junte se cherche une légalité: sept avocats du Parti National (ex. drte.) ont préparé un avant-projet de constitution pour institutionnaliser la dictature militaire. Dans son introduction, le projet se dit basé sur "l'évolution politique actuelle du Chili", à savoir l'élimination de toute opposition politique, physique dans le cas des partis ouvriers, légale dans celui des partis bourgeois. L'administration de la justice est accordée à la Cour Suprême; cette cour a prouvé sa fidélité déjà avant le coup par une série de décrets qui éliminaient tout élément progressiste ou de gauche du pouvoir judiciaire.

Pour les éventuels partis politiques tolérés par la Junte, ils ne pourraient "intervenir dans l'Administration publique, ni dans les élections, ni dans les conflits à caractère corporatif qui pourraient se produire dans les universités, les collèges professionnels, les corporations ou les syndicats". Pour huiler le tout lorsque les pouvoirs exécutif et législatif s'opposeraient, le "peuple" résoudrait le problème par plébiscite, mais... mais pourrions participer au plébiscite que les citoyens réinscrits par la Junte dans les registres électoraux. Les 44% qui ont voté pour l'UP aux élections de mars dernier seront donc écartés d'emblée.

La "normalisation" échoue, la terreur se poursuit: Depuis le 6 octobre, les décrets-lois 622 et 689, ont fait 20.000 chômeurs de plus dans l'administration publique et autonome. Les victimes sont accusées de sympathies envers l'UP. Leur congédiement ralentit de 7% l'activité de certains organismes (Mines, transports publics, agriculture...). On estime que 30-40% de la classe ouvrière est ainsi frappée de chômage politique. Les 60% qui continuent à travailler ont vu leurs salaires gélés alors que les prix des produits de base ont augmenté de 500-1000%. Et les mêmes salaires doivent main-

tenant aider à nourrir autant de chômeurs qu'il y a de travailleurs. Quatre heures supplémentaire de travail par jour, plus la journée de samedi sont désormais extorquées aux travailleurs sans aucune rémunération.

La bourgeoisie libérale est morte! Par ordre protocolaire, M. Eduardo Frei entre au 7e rang de la Junte. Figure importante lors du coup, Frei était président du Chili et représentant de l'ex-bourgeoisie libérale, avant l'UP. D'autres collaborateurs de Frei, Depassier, Filippi et cie... entrent à des postes de propagande et d'administration. Quatorze journalistes des partis National et Démocrate-Chrétien sont envoyés à l'étranger aider les ambassades chiliennes à "restaurer l'image du Chili à l'extérieur". Une série de programmes et de vidéotapes enregistrés avec l'aide du United States Information Service sont envoyés aussi.

L'opinion mondiale informée recule d'horreur devant la Junte: la 8e Conférence des Ecoles de Médecine d'Amérique Latine tenue à Quito, Equateur, a expulsé la délégation chilienne qu'elle a qualifiée de "bâtarde". La Conférence avait reçu du Chili une dépêche exposant la répression contre de nombreux médecins chiliens, en particulier la fusillade de 16 médecins et infirmières, des suicides suivant des tortures, la détention de 28 médecins dont 15 torturés, etc. Le Collège des Médecins du Chili avait fourni à la Junte des listes de ses membres sous 3 rubriques: à fusiller, à dénoncer, à rayer de la profession. Les exécutions et poursuites se rapportent à ceux qui ont exercé dans des cliniques populaires ou ont refusé de priver leurs clients de soins lors des grèves patronales.

Au Venezuela, la municipalité de Caracas a unanimement expulsé Leon Vilarin, "ambassadeur de bonne volonté" de la Junte. A St. Domingue, la même délégation chilienne a été boycottée par les journalistes qui ont quitté une conférence de

presse après une déclaration de Pedro Caba, secrétaire général du Syndicat des Journalistes Professionnels de la République Dominicaine. En Argentine, une nouvelle vague de protestation se déverse contre l'exécution de jeunes Argentins au Chili. A Madrid, malgré la répression franquiste, les membres d'une Commission constitutionnelle chilienne en visite ont été violemment expulsés de la Faculté de Droit de l'Université de Madrid par des étudiants scandant des slogans anti-fascistes. A New York, le juriste français Joel Nordmann a déclaré: "Chaque année nous envoyons entre 30 et 40 missions dans le monde entier, et au cours des dernières années nous n'avons vu aucune situation aussi grave que celle du Chili, pas même au Brésil ou en Grèce."

Dans les universités chiliennes (voir l'annonce du débat-midi sur cette question), la répression n'a pas encore atteint son apogée. Les fermetures de facultés continuent, le congédiement des profs, les emprisonnements et exécutions n'arrêtent pas. Les cours du 1er cycle sont suspendus. Les mémoires des diplômés des 3 dernières années sont révisés pour dégrader ceux qui sont favorables à l'UP. Face à la pénurie d'enseignants créés par sa propre répression, la Junte espère s'agglutiner un appui idéologique important en décrétant une augmentation des salaires dans l'Education. Cependant, selon le journal de droite **La Segunda**, les élèves de plusieurs écoles de la capitale ont refusé de chanter intégralement l'hymne national, entonnant seulement la strophe finale qui parle du Chili comme "un asile contre l'oppression".

Et malgré le crépitement des mitraillettes qui continue chaque nuit après le couvre-feu, des slogans peints sur des murs du centre de Santiago proclament l'hostilité à la Junte. Par ailleurs, la presse internationale et la Junte elle-même font état de foyers de guérilla dans le nord et le sud que l'Armée n'arrive pas à repérer.

#### TEMOIGNAGE-DEBAT SUR LA SITUATION ACTUELLE AU CHILI

jeudi le 10 janvier 1974 - 12h30  
Amphi "A"

Pavillon des Sciences Sociales

Un témoignage récent et documenté portera plus particulièrement sur la situation dans les universités chiliennes. Le débat permettra de compléter les informations et de dégager les implications et les responsabilités des étudiants et professeurs québécois.

Comité Solidarité Chili - U de M

## orchestre de chambre de stuttgart

KARL MUNCHINGER, directeur

... "modèle de précision et d'élégance" (New York Times)  
... "sonorité lumineuse... chaleureuse" (Washington)

SALLE LE PLATEAU

Vendredi, 11 janv. - 20 h 45

PRO MUSICA avec le concours de l'Institut Coethe

Billets: \$6 - \$5 - Etudiants: (7 à 25 ans) \$2.50

1270 ouest, Sherbrooke - 845-0532

# ASSOCIATION QUEBEC-PALESTINE

Après un an et demi d'existence, l'Association Québec-Palestine est toujours en pleine activité.

Le but de cette association composée uniquement de volontaires est de faire connaître au public Québécois la situation des Palestiniens sous ses aspects politique, économique, social et culturel, ainsi que la lutte qu'ils mènent contre les forces réactionnaires, qu'elles soient Israéliennes ou Arabes.

L'Association a donc organisé diverses formes de protestations, manifestation dans les rues de Montréal, piquetage devant le consulat Israélien.

Diverses conférences ont été organisées dans les CEGEP,

les universités au Carrefour international et dans divers endroits publics.

De plus l'Association publie mensuellement le journal "Fe-dayin" (distribués au Magasin du centre social) qui contient des analyses de la situation au Moyen-Orient ainsi que des dépêches de l'agence de Presse Palestinienne Wafa. L'association essaie actuellement de former une bibliothèque de recherche qui contiendrait la majorité des ouvrages importants ayant trait au Conflit actuel, depuis "L'Etat Juif" de Herzé jusqu'aux livres publiés périodiquement par le Centre de Recherche Palestiniennes de Bey-

rouit ainsi que du matériel audio-visuel.

Dans les mois qui suivront, l'Association compte organiser une série de conférences dans diverses villes du Québec, ainsi qu'une campagne de boycottage des produits Israéliens. Certains des conférenciers invités sont des auteurs palestiniens connus; le programme de conférences sera annoncé bientôt. Divers pamphlets examinant chacun un aspect particulier du conflit sont en préparation et seront distribués bientôt.

Pour tout renseignement supplémentaire, téléphoner à l'Association Québec-Palestine à: 845-1898.

# SOUTIEN FIRESTONE

Les vacances de Noël et du Nouvel An sont terminées. La lutte des travailleurs de Firestone s'est poursuivie et se renforce. Le soutien aux grévistes de Joliette en milieu étudiant a connu du fait des congés une éclipse relative. La rentrée sur les campus doit coïncider avec une relance des activités de soutien en milieu étudiant. La campagne de boycottage doit se poursuivre et l'"Opération 25 cents pour vaincre" s'intensifier.

De nouveau les comités de soutien doivent apparaître sur les différents campus pour prendre en charge les mobilisations futures.

Dans l'immédiat la solidarité doit passer par la piastre. Vous envoyez donc votre contribution à:

**FONDS DE SECOURS**

(Local 790 Firestone)

230 rang Saint-Julie,

Joliette, P.Q.

"à l'ordre du Fonds de Secours (Local 790 Firestone)"

# NAISSANCE DU FRONT CULTUREL

"Il n'y a pas d'art au-dessus des classes sociales". C'est là le premier point sur lequel s'entendent les organisations membres du "Front Culturel". Ce nouveau regroupement - qui existe depuis un peu plus d'un mois et qui comprend le Comité d'Information Politique ("On a raison de se révolter"), le théâtre de la shop, la revue Stratégie et deux troupes de théâtre en formation (l'une à partir du TRQ et l'autre du Centre des Femmes) - estime que

"l'activité politique au niveau culturel n'a pratiquement pas été touchée par la classe ouvrière et par les éléments progressistes luttant pour les intérêts de la classe ouvrière..."

et entend, pour sa part, commencer à pallier à ce manque. - Le Front Culturel s'est déjà mis au travail - Les ouvriers de Coléco (à St-Henri) l'ont chargé de l'organisation du côté "culturel" d'une soirée qu'ils tiennent le 12 janvier.



L'A.P.L.Q. (Agence de Presse Libre du Québec) vient de publier le deuxième numéro de son journal, le "Bulletin Populaire", qui paraissait auparavant sous forme de simple bulletin d'information à tirage réduit.

Les deux numéros de ce journal, respectivement du 7 et du 21 décembre, sont assez volumineux, bien présentés, et traitent de nombreux aspects des luttes ouvrières: Luttés à la Candian Steel foundries, à la Price Brothers, à Firestone, à Shellcast; problèmes des garderies populaires, des associations de locataire; dossiers sur la Baie James, sur la crise du pétrole; informations internationales: Chili, Angola, Irlande, Vietnam. Plus une rubrique qui fait la liste des choses intéressantes "à lire, à voir et à entendre".

On peut acheter le "Bulletin Populaire" dans plusieurs librairies - cherchez de préférence dans les librairies progressistes! - ou alors procéder par abonnement.



Le numéro 2 (Vol. 3) de MOBILISATION est consacré principalement à un bilan du travail des militants des CAP dans les petites entreprises. D'autres articles sont consacrés à la popularisation de la lutte de femmes travaillant dans une usine de cartons à Montréal, à l'organisation et à la lutte des travailleurs de Firestone, à une description de l'évolution des forces politiques de la classe ouvrière au Chili jusqu'aux élections législatives de mars 1973. Un prochain article poursuivra la description de l'évolution politique chilienne jusqu'à la situation actuelle.

## MOBILISATION 2



Le Travail organe officiel de la CSN, a fait peau neuve. L'ancien journal, si grand qu'on ne savait trop comment s'y prendre pour le plier, a fait place à un magazine fort attrayant et au contenu très différent.

Les grands articles illustrés sont venus remplacer les petites manchettes syndicales. Dans ce premier numéro de la revue, il y a Yvon Deschamps qui raconte le Montréal de son enfance; Maurice Poirier, travailleur de la Slack Brothers à Waterloo qui parle de la grève dans les champignons; les travailleurs du moulin Bobois à Marsoui qui font revivre la lutte qu'ils ont dû mener contre un "boss" qui s'est servi de la FCAI et de scabs pour casser le syndicat naissant. Beaucoup de chroniques aussi: sur les initiatives communautaires, les conflits en cours (il s'agit d'un espèce de catalogue de grèves ne comportant aucune analyse), quelques manchettes d'actualité.

Les rédacteurs ont choisi d'écrire en langage populaire, accessible au monde ordinaire. Le langage des Québécois pure laine comme ils disent. Dommage que leur langage populaire soit plutôt populiste.

En tout cas, c'est bien différent de l'ancien Travail, beaucoup plus coute, beaucoup plus intéressant itou. Mais c'est toujours un "organe syndical" dont le but est de vendre le syndicalisme sans le critiquer.

Le 3 janvier dernier, les ouvriers de la Shellcast Foundries organisaient une conférence de presse où fut fait le point sur la lutte que mènent ces travailleurs immigrés depuis près de neuf mois pour leur reconnaissance syndicale. En neuf mois, le patron Bodo Morgenstern n'a cessé de démontrer son attitude anti-syndicale avec la bénédiction de la justice et du ministère du travail, et un dossier d'une vingtaine de pages a été distribué à cette conférence de presse à ce sujet.

Ce nouveau dossier paru (il s'agit du deuxième) porte sur les manoeuvres répressives du patron, le rôle du patron, le rôle du ministère du travail, dans le conflit, la syndicalisation à Shellcast, sur le ministère de l'expansion économique régionale, sur le conflit concernant l'assurance-chômage (les travailleurs renvoyés ne peuvent avoir droit aux prestations) et sur l'utilisation par le patron de la main d'oeuvre immigrée.

L'on peut se procurer les deux dossiers à la permanence du Comité de Solidarité aux luttes ouvrières: 5352 St-Dominique (Mt) tél.: 276-5237.



## BULLETIN D'INFORMATION DU C.F.P.



Le CFP (Centre de Formation Populaire) a publié, dans le courant du mois de décembre, un deuxième bulletin d'information. Il y est principalement question, dans des brefs articles d'information, des luttes à la Canadian Steel, de celles dans les hôpitaux (en particulier à Notre-Dame), des conséquences de l'application du bill 65 dans les hôpitaux (en particulier à Notre-Dame), des conséquences de l'application du bill 65 dans les hôpitaux psychiatriques, des luttes que mènent les bûcherons du sud-est, etc.. Il y a également un court article qui nous informe des résolutions peu reluisantes prises au 10ème congrès de l'AFL-CIO qui s'est tenu en novembre à Bar Harbour.

Le bulletin du CFP, essentiellement conçu pour les organismes cotisants du Centre, est diffusé de main à main. On peut l'obtenir en s'adressant au CFP même, 1750 St-Denis.